

Lorsqu'une affaire de fraude ou de corruption vient justement devant la scène, tous les anti-parlementaristes se retrouvent pour crier « Tous Pourris ».

Tout au contraire, j'essaie de convaincre ci-après de la validité de l'action politique, du soutien de l'action des élus et de l'importance de la liberté de la presse (la presse qui nous plaît et celle qui ne nous plaît pas).

Les électeurs ont voté à gauche aux dernières élections essentiellement pour 2 raisons :

(1) que la gestion des difficultés et des incertitudes sur l'avenir économique ne se fasse pas totalement au détriment des citoyens mais soit au moins partiellement payée par ceux qui l'ont créée, les détenteurs de capitaux, les « investisseurs » comme on dit (à tort puisqu'ils n'investissent pas dans l'industrie).

Un point central est à cet égard la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux puisque ceux-ci existent pour ne pas payer d'impôts et privent ainsi les Etats de leurs moyens. Ce n'est pas l'Etat providence qui devrait être mise en cause mais le scandale que constitue la non-participation des capitaux « flottants » à la résolution de la crise qu'ils ont créée. Compte tenu des sommes engagées dans les paradis fiscaux, on peut même dire qu'il n'y a pas d'issue à la crise en Europe sans mettre en cause ces paradis fiscaux. Il est clair que si ces capitaux ne sont pas imposés, ce seront les revenus des citoyens qui le seront ou les déficits qui augmenteront et il faudra bien que quelqu'un les paie.

Il est donc essentiel de rappeler constamment au gouvernement actuel ce cap : qu'avons-nous fait chaque jour pour lutter contre ce cancer de notre économie.

L'affaire Cahuzac est maintenant en justice, ce n'est pas notre job de le juger, notre job c'est de rappeler constamment quelles mesures prenons-nous au niveau national mais surtout européen contre les paradis fiscaux ?

Quelles actions pratiques menons-nous pour rassembler dans l'action en Europe et au-delà (mais surtout en Europe car il y a là une unité économique disposant d'une grande autonomie) pour aller vers l'abolition des paradis fiscaux. Parmi d'autres, un groupe assez remarquable « Aidons l'argent » sur Facebook constitue un pôle de rassemblement.

Nous risquons de glisser vers l'acceptation de ces paradis pour les capitaux et l'argent du crime mêlés qui sont des enfers pour les pauvres en Europe et dans le monde : regardez donc la reprise de Pétroplus; l'un des repreneurs potentiels est à capitaux panaméens ; il y a un autre

repreneur qui ne relève pas, à ma connaissance d'un paradis fiscal. Ne choisissons pas de regarder l'attribution de Pétroplus comme si les 2 solutions étaient égales.

Ce qui est extraordinaire est qu'un repreneur relevant d'un paradis fiscal ait été sélectionné par un Tribunal Français, ... un Tribunal !!! ... et je n'ai pas vu hier de protestations à cet égard... c'est rentré dans les mœurs !

La France ne peut pas tout faire toute seule sur ce plan, mais elle peut prendre des initiatives et organiser avec les forces politiques un point à date périodique de sorte que l'action ne soit pas uniquement ponctuelle.

(2) Pour une certaine moralisation de la vie publique après les années « Fouquet's ».

Là encore, il faut réagir. Un mouton noir dans le domaine politique créé aujourd'hui l'événement ! C'est formidable, il y a tellement de secteurs où cela ne créé rien du tout !

Dans le domaine des affaires par exemple, reprenons Petroplus ci-dessus, il paraît communément admis que l'argent provenant d'un paradis fiscal ait la même valeur qu'un argent qui a payé l'impôt de solidarité.

La très grande masse des élus aux divers niveaux (municipalités, départements, régions, nation, Europe) sont des élus honnêtes et dévoués à l'action en faveur de leurs administrés. Le mouton noir en politique reste l'exception : n'allons pas vers un argumentaire « Tous Pourris », ni même « hors de ma sphère d'opinion, tous pourris ».

Les élus d'une manière générale font leur boulot et en tous cas ils le font mieux en tant qu'élus (voir le rôle positif des municipalités et du Parlement Européen sur le maintien du Programme européen d'Aide Alimentaire) que les dirigeants nommés ou cooptés non élus de la Commission Européenne.

Nous allons assister à un déferlement anti parlementariste de tous ceux qui veulent mettre en cause progressivement le système démocratique : or, le système démocratique démontre dans cette affaire même, qu'il rejette ses moutons noirs. Tous les autres systèmes les conservent bien au chaud.

Cette affaire Cahuzac montre également combien est précieuse la liberté de la presse et combien il faut la préserver dans sa diversité, pas seulement la presse que nous aimons mais aussi celle que nous n'aimons pas forcément, la presse d'investigation parfois critiquable dans ses excès.

Sans Médiapart et le Canard, pas d'affaire Cahuzac : les libertés qualifiées parfois de formelles sont en réalité fondamentales.